

16 avril 2024

(24-3183)

Page: 1/14

Comité de l'agriculture

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT

1. Les Membres se rappelleront des discussions qui ont eu lieu à la dernière réunion du Groupe de travail du Comité de l'agriculture le 20 novembre 2023, puis à la réunion du Comité de l'agriculture des 27-29 novembre 2023, au titre du point de l'ordre du jour relatif au programme de travail lancé conformément au paragraphe 8 de la Déclaration de la CM12 sur la réponse urgente à l'insécurité alimentaire. À ces deux réunions, il y a eu un large accord sur le rapport du Coordonnateur du Groupe de travail figurant dans le document [RD/AG/120/Rev.2](#). Toutefois, un Membre n'était pas en mesure de se rallier au consensus en raison de préoccupations qu'il avait exprimées au sujet de certains éléments du rapport. En outre, d'autres Membres ont dit qu'ils ne pouvaient accepter aucune modification de fond du rapport pour des raisons d'équilibre délicat dans le document. J'avais alors exhorté le Membre concerné à reconsidérer sa position, en l'encourageant à faire preuve de la flexibilité nécessaire pour se rallier au consensus sur le rapport révisé du Coordonnateur. J'avais également dit être prêt à convoquer une réunion extraordinaire du Comité pour finaliser le rapport et les recommandations lorsque le consensus serait possible.

2. J'ai reçu des signaux indiquant que les Membres sont maintenant en mesure de parvenir au consensus sur la base du rapport révisé du Coordonnateur reproduit dans le document [RD/AG/120/Rev.2](#), qui figure dans la présente communication en tant que **pièce jointe**. Cette pièce jointe reprend textuellement le contenu du document [RD/AG/120/Rev.2](#), à l'exception d'un changement ("des réserves" remplacé par "une préoccupation") apporté dans la dernière phrase du paragraphe 10 pour tenir compte d'une suggestion faite par le Membre dont cette phrase cherche à rendre la position, et de modifications rédactionnelles mineures apportées au paragraphe 7 et à l'annexe 1 pour indiquer les dates de réunions additionnelles, et le long processus entrepris par le Comité après la fin de novembre 2023 et qui durera jusqu'à la réunion extraordinaire du 17 avril 2024.

3. Ensuite, vous vous rappelez peut-être mes interventions aux réunions du Comité de septembre et de novembre 2023, au cours desquelles j'ai rappelé aux Membres que, dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision de Marrakech de 1994 sur les PMA et les PDINPA, qui est au centre du programme de travail actuel, le Comité doit faire rapport à la Conférence ministérielle sur la suite donnée à la Décision. Conformément au paragraphe 18 de ses procédures de travail¹, le Comité a pour instruction et mandat permanents de faire rapport à la Conférence ministérielle sur la suite donnée à la Décision de Marrakech. Maintenant que la treizième Conférence ministérielle est terminée, le Comité, après avoir approuvé le rapport sur le programme de travail, peut faire rapport au Conseil général en conséquence sur cette évolution positive. En tant que Présidents du Comité, mon prédécesseur et moi-même avons régulièrement fourni à la Présidence du Conseil général des renseignements actualisés sur les progrès accomplis au Comité dans le cadre du programme de travail.²

4. Je compte sur l'engagement constructif de tous les Membres à cette réunion extraordinaire du 17 avril 2024.

¹ [G/AG/1](#).

² Les rapports de la Présidence du Conseil général au titre du point de l'ordre du jour relatif à la suite donnée aux résultats des Conférences ministérielles, dont le dernier figure dans le document [JOB/GC/391](#), contenaient ces renseignements actualisés.

PIÈCE JOINTE**PROGRAMME DE TRAVAIL ÉTABLI CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 8
DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LA RÉPONSE URGENTE
À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE****RAPPORT DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE**

[Le présent rapport concerne le programme de travail spécifique au Comité de l'agriculture lancé conformément au paragraphe 8 de la Déclaration de la CM12 sur la réponse urgente à l'insécurité alimentaire ([WT/MIN\(22\)/28-WT/L/1139](#)). Il a été adopté à la réunion extraordinaire du Comité du 17 avril 2024.]

1 INTRODUCTION

1. À la douzième session de la Conférence ministérielle (CM12), les Ministres ont donné pour instruction¹ au Comité de l'agriculture d'entreprendre un programme de travail spécifique afin d'examiner les moyens de rendre la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ([Décision de Marrakech](#)) plus effective et opérationnelle et, entre autres, de tenir compte des besoins des pays les moins avancés (PMA) et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA) afin d'accroître leur capacité de résilience face à une grave instabilité alimentaire en examinant comment utiliser au mieux les flexibilités pour stimuler leur production agricole et améliorer leur sécurité alimentaire intérieure selon les besoins en situation d'urgence. Le Comité a entamé des discussions sur l'élaboration du programme de travail à sa réunion de juin 2022, juste quelques semaines après la CM12.

2. Concrètement, cela a également été la première occasion pour ce comité, ou même pour tout organe de l'OMC, de participer à des discussions globales sur le thème pluridimensionnel de la sécurité alimentaire, dans le but d'élaborer un programme de travail spécifique effectif. Les Membres se sont pleinement impliqués, ont discuté de toutes les questions pertinentes et ont partagé leurs points de vue sur la manière dont l'architecture internationale en général, et le système commercial multilatéral en particulier, pourraient collectivement permettre d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et tenir compte des besoins des PMA et des PDINPA, en particulier en situation d'urgence. L'origine de ces discussions et le contexte mondial actuel de crise de la sécurité alimentaire ont suscité une attention particulière pour la notion de "résilience".² Après environ six mois de débats intensifs, fondés notamment sur des communications écrites³, les Membres de l'OMC sont convenus collectivement d'un programme de travail ainsi que des domaines thématiques devant faire l'objet de délibérations collectives, reproduits dans le document [G/AG/35](#). Les quatre thèmes convenus dans le cadre du programme de travail – à savoir l'accès aux marchés internationaux des produits alimentaires; le financement des importations de produits alimentaires; la résilience dans l'agriculture et la production pour les PMA et PDINPA; et un ensemble de questions horizontales – soulignent également l'importance de la "résilience". Le Comité est également convenu de mettre en place un groupe de travail chargé de mener les discussions thématiques au titre du programme de travail. Le Comité a fixé à la fin novembre 2023 la date limite pour la conclusion des délibérations thématiques du Groupe de travail dans le cadre du programme de travail et la formulation de recommandations, le cas échéant, à lui soumettre pour examen.

3. Lors de la première réunion du Groupe de travail tenue le 7 décembre 2022, les Membres ont achevé la mise au point d'un questionnaire⁴ portant sur "les besoins et les difficultés des PMA et des

¹ Paragraphe 8 de la Déclaration ministérielle sur la réponse urgente à l'insécurité alimentaire ([WT/MIN\(22\)/28-WT/L/1139](#)).

² Pour une définition globale de la résilience, veuillez-vous référer aux Lignes directrices communes des Nations Unies pour aider à bâtir des sociétés résilientes, à l'adresse suivante: <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2021-09/UN-Resilience-Guidance-Final-Sept.pdf>.

³ [G/AG/W/223](#), [G/AG/W/224](#), et [G/AG/W/225](#).

⁴ [G/AG/GEN/214](#).

PDINPA en matière de sécurité alimentaire et leur utilisation des flexibilités de l'OMC" afin d'orienter et d'éclairer les discussions de fond. Le Secrétariat a établi un résumé des réponses des Membres au questionnaire⁵, reproduit dans le document [G/AG/W/233](#). Une note d'information⁶ du Secrétariat sur le "Traitement des PMA et des PDINPA au titre des règles de l'OMC relatives à l'agriculture" a éclairé les délibérations des Membres sur le volet "flexibilité" dans le cadre de l'OMC. Les discussions au sein du groupe de travail ont été alimentées et complétées par plusieurs ateliers et sessions d'experts approfondis. Le tableau de l'annexe 1 du présent rapport reflète la chronologie des discussions. Le Secrétariat a également mis en ligne une page Web⁷ consacrée au programme de travail.

4. Le programme de travail a aussi redynamisé et renforcé la coopération entre l'OMC et des organisations telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Conseil international des céréales (CIC), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Plusieurs organisations internationales ainsi que des parties prenantes du secteur privé ont beaucoup contribué par leur engagement aux délibérations sur le programme de travail.

5. Sur la base des contributions des Membres et des discussions tenues lors des quatre réunions du groupe de travail⁸, le Coordonnateur de l'époque a publié le 3 juillet 2023 un rapport ([RD/AG/113](#)) contenant les domaines de convergence possibles et les recommandations issues du programme de travail.⁹ Les recommandations proposées portaient sur des éléments concernant le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement agricole (sur le plan des importations comme des exportations), la maîtrise des coûts du commerce, la transparence des expéditions mondiales d'aide alimentaire, les difficultés de financement, le renforcement de la résilience de la production agricole et l'amélioration de la collaboration entre les organisations internationales pertinentes. Dans l'ensemble, les Membres ont réagi positivement au rapport et plusieurs d'entre eux ont estimé qu'il constituait une base solide pour leur permettre de parvenir à un accord et achever le programme de travail.

6. Vu les perspectives de vaste portée des Membres sur la sécurité alimentaire et la complexité à traiter ce thème ardu à l'OMC, l'engagement collectif et sérieux au sein du Comité dans le cadre du programme de travail, comme résumé brièvement dans la section ci-après, est une réalisation importante pour les réflexions actuelles et futures sur la sécurité alimentaire au sein de l'OMC. La section 3 contient des recommandations à présenter au Comité pour examen.

7. Le présent rapport révisé du Coordonnateur tient compte des dernières communications écrites des Membres¹⁰, de leurs observations sur le rapport du Coordonnateur de juillet 2023 et des discussions qui ont eu lieu lors des réunions du Groupe de travail les 19 juillet, 21 septembre, 31 octobre, 13 novembre et 20 novembre 2023.

2 RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS

8. Les discussions sur le fond ont essentiellement continué de s'articuler autour des quatre thèmes couverts au titre du programme de travail convenu dans le document [G/AG/35](#), à savoir l'accès aux marchés internationaux des produits alimentaires; le financement des importations de produits alimentaires; la résilience dans l'agriculture et la production pour les PMA et PDINPA; et des questions horizontales. Conformément au paragraphe 8 de la Déclaration sur l'insécurité alimentaire adoptée à la CM12, la mise en œuvre et le suivi effectifs de la Décision de Marrakech sont restés au centre des discussions au titre du programme de travail. De même, conformément aux instructions ministérielles, les Membres se sont attachés à identifier les besoins et les difficultés des PMA et des PDINPA afin d'accroître la capacité de résilience de ces pays pour répondre à une grave instabilité

⁵ Argentine; Australie; Bangladesh; Brésil; Canada; Chili; Chine; Corée, République de; Égypte; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Groupe des PMA; Hong Kong, Chine; Inde; Japon; Maurice; Myanmar; Népal; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; République dominicaine; Royaume-Uni; Sri Lanka; Suisse; Taipei chinois; Thaïlande; Türkiye et Union européenne.

⁶ [G/AG/W/227](#).

⁷ https://www.wto.org/french/tratop_f/agric_f/wrkprog-fsldcs_f.htm.

⁸ 7 décembre 2022; 1^{er} mars; 17 avril et 8 juin en 2023.

⁹ Le rapport a été publié par la suite sous la cote [G/AG/W/240](#).

¹⁰ [RD/AG/114](#), [RD/AG/114/Add.1](#), [RD/AG/115](#) et [RD/AG/119](#).

alimentaire, et ont examiné comment utiliser au mieux les flexibilités pour stimuler la production agricole desdits pays et améliorer la sécurité alimentaire intérieure selon les besoins en situation d'urgence. Les réponses des Membres au questionnaire reproduit dans le document [G/AG/GEN/214](#), telles que résumées par le Secrétariat dans le document [G/AG/W/233](#), ont également fourni une base substantielle solide pour un échange approfondi dans le cadre du programme de travail.

9. Sur le premier thème, "**accès aux marchés internationaux des produits alimentaires**", les Membres ont reconnu le rôle essentiel de marchés de produits agricoles et d'intrants ouverts, prévisibles, diversifiés et axés sur le marché en tant qu'éléments importants de la boîte à outils pour relever le défi de la sécurité alimentaire intérieure et créer des systèmes alimentaires résilients. À ce propos, les Membres ont souligné l'importance du respect des règles de l'OMC et de l'ouverture des marchés, faute de quoi les PMA et les PDINPA pourraient souffrir de manière disproportionnée des effets négatifs d'une volatilité accrue et d'un accès moins fiable aux produits alimentaires; l'existence de marchés ouverts permettait aussi aux pays, y compris les PMA et PDINPA, d'adopter une stratégie de diversification des importations afin de pouvoir reconstituer efficacement leur approvisionnement national en produits alimentaires, surtout en situation d'urgence.

10. Plusieurs Membres ont souligné l'impact négatif potentiel des restrictions à l'exportation qui limitaient l'accès des pays importateurs aux denrées alimentaires. Ces mesures de limitation des exportations posaient en particulier un problème important pour les PMA et les PDINPA, compte tenu de leurs besoins croissants en matière de consommation alimentaire en raison de l'évolution démographique et de leur dépendance excessive à l'égard des importations pour répondre aux besoins alimentaires nationaux. Dans ce contexte, plusieurs Membres ont souligné l'importance de la présentation en temps voulu des notifications relatives aux restrictions à l'exportation, conformément à l'article 12 de l'Accord sur l'agriculture. Une proposition spécifique examinée au cours des discussions consistait à exempter les exportations destinées aux PMA et aux PDINPA de l'imposition de telles mesures. De même, l'idée a été émise de faire en sorte que les exportateurs et les importateurs fassent preuve de retenue et de responsabilité dans leurs décisions de vente et d'achat en cas de resserrement des disponibilités alimentaires mondiales; pour l'imposition de restrictions à l'exportation, cela pourrait, par exemple, consister à aligner la portée de ces restrictions sur les besoins de consommation intérieurs annuels des produits alimentaires considérés; de même, les importateurs pourraient éviter d'effectuer des achats trop importants en cas de resserrement des disponibilités alimentaires mondiales. D'autres Membres ont désapprouvé cette approche qu'ils ont décrite comme une gestion intrusive du marché plutôt qu'un commerce ouvert. Un groupe de Membres a également suggéré de clarifier certains concepts tels que "pénurie grave" ou "temporaire" utilisés dans les dispositions juridiques pertinentes du GATT de 1994 sur les restrictions à l'exportation. Plusieurs Membres ont fait observer que toute action recommandée sur cette question dans le cadre du programme de travail devrait continuer de figurer parmi les éventuelles actions de "mise en œuvre" par le Comité de l'agriculture plutôt que de proposer de nouvelles modalités ou règles, domaine réservé au Comité de l'agriculture réuni en session extraordinaire. Certains Membres estimaient en outre que les règles existantes relatives aux restrictions à l'exportation étaient déjà efficaces et équilibrées pour remédier aux difficultés actuelles en matière de sécurité alimentaire. Un autre Membre a exprimé une préoccupation concernant l'application d'autres types de restrictions et de mesures économiques aux produits, aux intrants, à la logistique et au financement dans le domaine agricole pour faciliter les flux de l'offre internationale de produits alimentaires à moindre coût.

11. La question de l'aide alimentaire internationale a également fait l'objet d'une attention particulière sous ce thème. Les PMA et les PDINPA ont souligné l'importance cruciale de l'aide alimentaire internationale pour faire face aux pénuries alimentaires locales et répondre aux besoins d'urgence. Des inquiétudes ont été exprimées quant à la diminution de l'offre d'aide alimentaire, en particulier lorsque les prix mondiaux des denrées alimentaires sont élevés; dans cette optique, il a été suggéré de revenir à des engagements volumétriques dans le cadre de la Convention relative à l'assistance alimentaire (CAA), au lieu du système actuel d'engagements des parties à la CAA en monnaie nominale. Une autre suggestion mise sur la table concernait l'établissement d'un cadre global au sein de l'OMC, en collaboration avec des organisations internationales et régionales telles que la FAO, le FIDA et le PAM, afin d'améliorer la coordination et l'évaluation des besoins en matière d'aide alimentaire dans les situations d'urgence. Des inquiétudes ont également été exprimées quant au niveau actuel de transparence des expéditions d'aide alimentaire au niveau mondial. Des suggestions spécifiques¹¹ ont été faites pour remédier à ces lacunes en matière de transparence, en

¹¹ [RD/AG/119](#).

proposant entre autres de fournir des informations synthétiques sur l'aide alimentaire à l'aide du Questionnaire sur la concurrence à l'exportation annexé à la Décision ministérielle de Nairobi sur la concurrence à l'exportation¹² qui pourraient également inclure des renseignements sur l'évaluation de l'impact des programmes d'aide alimentaire sur la production locale et régionale et sur les conditions du marché dans les pays/régions bénéficiaires. Les Membres ont également discuté de l'exemption potentielle de l'aide alimentaire internationale de l'application de droits de douane et d'autres taxes par les gouvernements bénéficiaires. Plusieurs Membres, y compris des Membres bénéficiaires, ont exprimé leur soutien à l'exemption de droits proposée; quelques-uns ont souligné la nécessité d'aborder la question du risque de discrimination lié à la mise en œuvre de telles exemptions de droits.

12. Les discussions ont montré que l'harmonisation et la simplification des formalités relatives au commerce transfrontières et au transit, ainsi que le recours à des outils numériques pour évaluer la conformité avec les prescriptions réglementaires, pourraient avoir un rôle positif important pour réduire les coûts du commerce et faciliter le dédouanement accéléré des importations commerciales de denrées alimentaires et des transactions non commerciales au titre de l'aide alimentaire, et limiter les pertes de denrées alimentaires pendant le transport et la manutention en douane. Les Membres ont également évoqué le rôle positif de l'intégration commerciale régionale et des chaînes de valeur alimentaires et agricoles régionales dans le renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience.

13. Sur le thème du **"financement des importations de produits alimentaires"**, les Membres ont examiné les points suivants: les difficultés de financement rencontrées par les gouvernements dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation, en particulier dans les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PMA et PDINPA); les politiques et les mesures mises en œuvre pour surmonter ces difficultés; et diverses suggestions visant à mieux répondre à ces difficultés de financement dans le contexte des crises alimentaires actuelles et des crises de ce type qui pourraient se produire à l'avenir. Les ateliers et sessions d'experts organisés au titre du programme de travail ont aussi facilité les délibérations des Membres sur la question du financement.

14. Au cours des discussions, les Membres ont souligné la nécessité d'une mise en œuvre solide du traitement différencié et plus favorable accordé aux PMA et PDINPA Membres dans le domaine du soutien au financement à l'exportation au titre du paragraphe 17 de la Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation. Les participants ont insisté sur le fait que les fournisseurs de soutien sous forme de financement à l'exportation devraient fournir des renseignements détaillés sur le traitement différencié offert aux PMA et aux PDINPA, le cas échéant, dans leurs réponses au questionnaire annuel sur la concurrence à l'exportation. Quelques idées spécifiques ont également été présentées afin d'améliorer la transparence à cet égard, comme indiqué dans le document [RD/AG/119](#).

15. Compte tenu de l'accent explicite mis sur *"l'accès des PMA et des PDINPA au financement des importations et aux garanties/crédits à l'importation connexes"* dans le cadre du programme de travail convenu, les Membres ont également examiné la question du financement des importations et le rôle possible des organismes gouvernementaux dans ces opérations de financement. La question de la pénurie de devises à laquelle sont confrontés les pays en développement importateurs et du règlement des transactions commerciales en monnaie locale, y compris par le biais d'échanges de devises, a également été abordée lors des discussions. Plusieurs Membres souhaitent encourager les gouvernements importateurs, les organismes gouvernementaux et les institutions financières internationales et régionales à fournir des financements et/ou des garanties suffisants pour faciliter le financement des importations de produits alimentaires, surtout durant les périodes d'instabilité et d'urgence alimentaire. Certains Membres étaient aussi favorables à l'idée de reconnaître que le financement ou la couverture des risques fournis par les gouvernements importateurs ou les organismes gouvernementaux pour faciliter les importations de produits alimentaires ne pourrait pas être limité par les règles de l'OMC ou prohibées tant que les gouvernements importateurs concernés n'imposaient aucune prescription relative à la subordination aux exportations ou à la teneur en éléments locaux pour les importateurs bénéficiaires. D'autres n'étaient pas favorables à cet exercice d'interprétation dans le cadre du programme de travail.

¹² [WT/MIN\(15\)/45-WT/L/980](#).

16. Les PMA et PDINPA Membres ont également soulevé la question de la disponibilité des ressources financières, ainsi que des conditions et modalités d'accès à ces ressources afin d'être en mesure d'importer commercialement des denrées alimentaires provenant du marché international. Ces Membres ont souligné qu'il fallait mettre en place des mécanismes internationaux pour garantir la disponibilité de devises et l'accès à des mécanismes de financement spécifiques. Dans ce contexte, il a été fait référence à la récente proposition technique de la FAO concernant un "Mécanisme de financement des importations alimentaires (FIFF)"¹³ ainsi qu'à l'idée d'un "fonds autorenouvelable"¹⁴ proposée par un groupe de PDINPA Membres il y a une vingtaine d'années au Comité de l'agriculture. Un groupe de Membres en développement a proposé la création d'une facilité de garantie de crédit pour les PMA et les PDINPA par des institutions financières régionales ou internationales afin de fournir les garanties de crédit nécessaires pour permettre au secteur public dans les pays connaissant des difficultés financières de conclure des contrats à terme et des contrats d'options pour l'importation de produits alimentaires de base. Les Membres participant aux discussions ont également fait référence au nouveau guichet pour répondre aux chocs alimentaires mis en place par le FMI en septembre 2022 dans le cadre de ses instruments de prêt d'urgence, qui a également été présenté aux Membres de l'OMC en marge de la réunion du Comité de l'agriculture de novembre 2022.¹⁵

17. Une autre suggestion spécifique faite par un groupe de Membres en développement pour faire face à leurs difficultés de financement pour l'acquisition de denrées alimentaires était de maintenir un système de "stocks destinés à assurer la sécurité alimentaire mondiale" qui pourrait être utilisé pour répondre aux besoins alimentaires des pays vulnérables, en particulier dans les situations d'urgence. Ces Membres ont également proposé que les organisations internationales compétentes, telles que la FAO ou le PAM, en collaboration avec l'OMC, se chargent de la logistique du mécanisme de stocks. D'autres Membres, toutefois, ont exprimé des doutes concernant la faisabilité pratique du mécanisme proposé. Les Membres se sont aussi penchés sur la manière dont les institutions privées et gouvernementales pourraient collaborer au mieux en matière de financement agricole, et ont exploré la question du "financement mixte", par lequel les gouvernements des pays en développement confrontés à des difficultés de financement pourraient s'appuyer sur le financement du secteur privé et limiter principalement leur rôle à la définition des orientations et des priorités politiques.

18. Plusieurs Membres ont dit être conscients des difficultés rencontrées par les PMA et les PDINPA pour financer les importations de denrées alimentaires de base. Certains Membres ont suggéré que l'OMC utilise son pouvoir rassembleur pour favoriser la collaboration et la coordination avec les institutions financières concernées et partage avec elles le rapport et les conclusions du programme de travail en cours afin de les sensibiliser aux défis financiers auxquels sont confrontés les PMA et les PDINPA pour répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire. Des suggestions concrètes ont également été formulées au cours des discussions pour demander au Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances de l'OMC d'examiner les préoccupations spécifiques des PMA et des PDINPA eu égard au financement des importations de produits alimentaires, en particulier pendant les périodes d'instabilité et d'urgence alimentaires.¹⁶ À cet égard, les Membres ont également souligné l'importance de prévoir des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités pour le système bancaire national et les établissements financiers opérant dans les PMA et les PDINPA afin que ces institutions soient mieux à même de fournir un financement du commerce, et puissent mieux tirer parti des facilités de financement et des garanties offertes par le secteur privé, les institutions régionales et financières et les pays exportateurs.

19. Au titre du troisième thème, "**production agricole et résilience des PMA et des PDINPA**", les principaux thèmes abordés ont été le rôle et la pertinence des règles et des flexibilités de l'OMC, en particulier dans le pilier soutien interne, et l'importance de l'assistance technique et financière. Toutefois, les Membres avaient des attentes différentes sur la manière dont le programme de travail devrait aborder la question des règles de l'OMC.

¹³ <https://www.fao.org/3/cb9445en/cb9445en.pdf>.

¹⁴ [G/AG/W/49/Add.1](#).

¹⁵ [G/AG/GEN/211](#).

¹⁶ Lors de la réunion d'experts du 6 juin sur le financement des importations ([ICN/AG/4](#)), la présidence du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances a informé le Groupe de travail du Comité de l'agriculture de l'état d'avancement des discussions.

20. Un groupe de Membres en développement, y compris des PMA et des PDINPA, a estimé que les règles actuelles de l'OMC en matière d'agriculture, ayant été rédigées à une époque de production excédentaire et de baisse des prix, n'étaient pas appropriées dans l'environnement actuel de flambée des prix, de volatilité des prix et de perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Ces Membres estimaient nécessaire d'explorer des mécanismes et des flexibilités supplémentaires pour faire face aux situations d'urgence alimentaire, y compris spécifiquement la possibilité de leur permettre temporairement de fournir un soutien par produit supérieur à la limite *de minimis*, et de disposer de flexibilités appropriées dans le cadre des disciplines de l'OMC sur la concurrence à l'exportation, y compris celles résultant de la Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation, afin de permettre la vente des stocks publics de denrées alimentaires à des prix inférieurs à ceux du marché sur demande des PMA et des PDINPA. Certains autres Membres estimaient que toute discussion sur des flexibilités supplémentaires irait au-delà de la compétence du Comité de l'agriculture et de l'actuel programme de travail. Certains de ces Membres estimaient également qu'un examen des flexibilités accordées aux PDINPA dans le cadre de l'instance appropriée exigerait que le Comité de l'agriculture procède à un examen de la liste actuelle de ces pays conformément au paragraphe 3 du document [G/AG/3](#) et qu'il soit établi un mécanisme de reclassement approprié fondé sur des critères adéquats, comme la part d'un Membre dans les exportations mondiales de produits agricoles spécifiques. Certains PDINPA Membres estimaient toutefois que cette question allait au-delà du mandat du programme de travail et ont émis des doutes concernant la faisabilité de l'exercice de reclassement proposé en l'absence d'orientations et de paramètres convenus concernant la méthodologie. Certains Membres ont également souligné que, sur la base de leur expérience, les principaux défis auxquels les producteurs sur le terrain étaient confrontés pour améliorer la productivité et la résilience comprenaient la nécessité d'investissements adéquats dans la recherche et la technologie, la mise en place d'une infrastructure réglementaire de sécurité sanitaire des produits alimentaires fondée sur la science, et un accès adéquat aux intrants agricoles et à des services publics solides, y compris des services de vulgarisation, plutôt qu'une flexibilité supplémentaire dans le cadre des règles de l'OMC sur le subventionnement agricole.

21. En ce qui concerne les règles de l'OMC, les Membres ont aussi généralement estimé que les flexibilités et le cadre de règles existants au titre de l'annexe 2 et de l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture pourraient être efficaces pour canaliser les interventions financières gouvernementales vers des mesures visant à améliorer la productivité et la résilience des producteurs agricoles, en particulier des petits producteurs. Un groupe de Membres en développement a également souligné que le manque d'investissements dans l'agriculture dans plusieurs pays en développement ne résultait pas des limitations imposées par les règles de l'OMC en matière de soutien interne, mais plutôt de leurs propres contraintes budgétaires nationales.

22. Les questions de l'assistance technique et financière et du renforcement des capacités ont également occupé une place importante dans les discussions sur ce thème. Les Membres ont souligné le fait qu'ils avaient besoin à la fois d'une aide au développement à long terme et de mécanismes destinés à répondre aux urgences pour traiter efficacement les multiples dimensions de la sécurité alimentaire. Un groupe de Membres en développement a estimé que le suivi de la Décision de Marrakech pourrait servir de catalyseur pour inverser ce qu'ils ont qualifié de tendance à la baisse à long terme de l'aide publique au développement (APD) allouée à l'agriculture. Il a également été noté que l'assistance devrait être globale pour répondre aux besoins tout au long de la chaîne d'approvisionnement, y compris l'assistance pour les nouvelles technologies liées à la production de denrées alimentaires de base, et l'assistance pour la transformation, le stockage et la commercialisation des produits agricoles. Les Membres ont également souligné que les PMA et les PDINPA avaient besoin d'aide pour s'attaquer aux goulets d'étranglement du côté de l'offre liés aux formalités commerciales et de transit.

23. Compte tenu de l'impact du changement climatique sur l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire et agricole, les Membres ont souligné la nécessité d'investir dans le développement et l'adaptation d'une agriculture résiliente au climat, y compris dans le contexte de l'Aide pour le commerce et de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Plusieurs participants ont également souligné l'importance du transfert de technologies et de la coopération en matière de connaissances entre les pays et les régions. Des suggestions écrites spécifiques ont été faites dans le document [RD/AG/119](#) en vue d'améliorer le modèle de notification sous la forme du tableau NF:1 existant en ce qui concerne l'assistance technique et financière afin qu'il inclue, entre autres, le détail des évaluations d'impact des programmes d'assistance technique et financière qui cherchent à améliorer la productivité agricole et l'infrastructure des PMA et des PDINPA. De même, certains Membres ont suggéré d'aider les PMA et les PDINPA à définir dès le départ leurs

besoins en matière d'assistance technique et financière afin que les Membres donateurs puissent mieux y répondre dans le cadre de leurs programmes de développement et d'assistance dans le domaine de l'agriculture.

24. En ce qui concerne les "**questions horizontales**", Les discussions ont continué à porter principalement sur la promotion de la coopération entre les organisations intergouvernementales (OIG). Certains aspects de la coopération proposée avaient déjà été abordés dans le cadre d'autres thèmes, en particulier celui du financement. Un autre domaine important de collaboration avec les OIG concernait le renforcement de l'information sur les marchés régionaux et mondiaux et de leur surveillance, afin de rendre plus accessibles les renseignements sur la production, les prix, les stocks et le commerce, et de mieux éclairer les réponses stratégiques des gouvernements. Les Membres ont aussi salué le rôle positif que le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) jouait pour améliorer la transparence des marchés agricoles et les réponses stratégiques en faveur de la sécurité alimentaire. Un groupe de Membres a suggéré que l'AMIS établisse des liens avec les institutions commerciales régionales. Certains Membres n'étaient toutefois pas favorables à la création de structures ou d'entités institutionnelles supplémentaires pour favoriser cette collaboration et ont suggéré plutôt d'utiliser et de renforcer la collaboration institutionnelle existante entre l'OMC et d'autres OIG ayant le statut d'observateur au Comité de l'agriculture.

3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

25. À la lumière des discussions menées dans le cadre du programme de travail, les recommandations suivantes sont proposées pour approbation.

3.1 Accès aux marchés internationaux des produits alimentaires

- i. Les Membres reconnaissent l'importance de marchés de produits agricoles et d'intrants ouverts et prévisibles pour soutenir la sécurité alimentaire mondiale et renforcer la résilience des PMA et des PDINPA et leur permettre ainsi de satisfaire leurs besoins alimentaires grâce à leur production intérieure et au commerce international en période d'instabilité et de pénurie alimentaires sur les marchés intérieurs. Sans vouloir aucunement minimiser la contribution potentielle du processus de réforme agricole et la libéralisation du commerce, les Membres reconnaissent que, en période de pénurie alimentaire, les Membres importateurs peuvent abaisser les droits d'importation sur les denrées alimentaires, dans la mesure où ils le jugent approprié, et que les règles de l'OMC prévoient également la possibilité d'ouvrir des contingents tarifaires autonomes de manière non discriminatoire pour importer les quantités supplémentaires souhaitées de denrées alimentaires à un taux de droit inférieur ou nul afin de compléter les approvisionnements intérieurs, tout en maintenant le taux NPF généralement applicable sur les produits considérés, en conformité avec les règles de l'OMC.
- ii. Les Membres soulignent l'importance d'appliquer les restrictions à l'exportation de produits alimentaires conformément à l'article XI:2 a) du GATT d'une manière transparente et prévisible, en application de l'article 12 de l'Accord sur l'agriculture et selon les prescriptions et modèles établis dans le document [G/AG/2](#). Reconnaisant la possibilité de recourir à un large éventail de mesures, y compris une prohibition à l'exportation complète, pour limiter les exportations de produits alimentaires d'une manière compatible avec les règles de l'OMC, les Membres ont souligné la nécessité de faire en sorte que la mesure choisie soit en adéquation avec leurs besoins alimentaires nationaux. Un Membre imposant des prohibitions et des restrictions à l'exportation de produits alimentaires peut, à titre volontaire, étudier les moyens pratiques compatibles avec les règles de l'OMC d'atténuer les effets de ces mesures sur les pays importateurs, en particulier les PMA et les PDINPA, en réponse aux demandes spécifiques des Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'importateurs.
- iii. Conformément aux recommandations sur l'aide alimentaire approuvées par la Conférence ministérielle de Doha¹⁷, les Membres de l'OMC qui sont des donneurs d'aide

¹⁷ Paragraphe 2.2 du document [WT/MIN\(01\)/17](#).

alimentaire réaffirment leur détermination de maintenir, dans toute la mesure du possible, leurs niveaux d'aide alimentaire en cas d'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires de base, y compris en leur qualité de parties à la Convention relative à l'assistance alimentaire.

- iv. Les Membres bénéficiaires d'une aide alimentaire internationale, conformément à leurs lois et réglementations internes, conviennent d'étudier tous les moyens possibles de réduire au minimum le coût de fonctionnement des transactions internationales au titre de l'aide alimentaires, y compris en exonérant, sur une base NPF et d'une manière transparente, les envois d'aide alimentaire de l'imposition de droits d'importation et, dans la mesure où cela sera réalisable, des autres taxes et prélèvements.
- v. Les Membres accordent la priorité aux efforts visant à réduire les délais et les coûts des procédures relatifs à l'importation de produits alimentaires et d'intrants agricoles, y compris pour les transactions au titre de l'aide alimentaire internationale non commerciale, dans le cadre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Les Membres conviennent en outre de s'appuyer de plus en plus, chaque fois que cela sera réalisable, sur des documents électroniques et la certification des procédures commerciales, et de les reconnaître, afin d'améliorer la sécurité et l'efficacité de la conformité et d'accélérer le dédouanement de ces marchandises. À cet égard, les Membres reconnaissent également la nécessité d'une assistance et d'un soutien au renforcement des capacités pour les pays en développement, en particulier les PMA et les PDINPA.

3.2 Financement des importations de produits alimentaires

- i. Le Comité appelle l'attention du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances de l'OMC sur les discussions tenues au titre du programme de travail sur le thème du "financement des importations alimentaires" abordé dans la section 2 du présent rapport, et lui demande d'entreprendre, conformément à son mandat, un examen ciblé des préoccupations spécifiques soulevées par les PMA et les PDINPA en ce qui concerne le financement des importations alimentaires, et plus particulièrement les difficultés associées à ce financement pendant les périodes d'instabilité et d'urgence alimentaires. Le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances devrait partager son rapport et ses conclusions avec le Comité dès que possible.
- ii. Le Comité souligne qu'il est nécessaire de renforcer la transparence dans la mise en œuvre de la décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation pour un traitement différencié et favorable des PMA et des PDINPA pour ce qui est des crédits à l'exportation, des garanties de crédit à l'exportation et des programmes d'assurance (le "soutien au financement à l'exportation") ainsi que de l'aide alimentaire internationale, et se félicite des discussions en cours au sein du Comité concernant les prescriptions en matière de notification et les modèles pour les notifications en matière de concurrence à l'exportation. Le Comité convient de revoir, dans le cadre de son troisième examen triennal de la décision de Nairobi prévu en 2024, sur la base des communications existantes¹⁸ et futures des Membres, le contenu du questionnaire sur la concurrence à l'exportation en vue d'améliorer la transparence des expéditions internationales d'aide alimentaire et de renforcer le soutien au financement des exportations en faveur des PMA et des PDINPA.

3.3 Résilience dans l'agriculture et la production pour les PMA et les PDINPA

- i. Les Membres réaffirment le rôle important et les avantages de la recherche et l'innovation dans le secteur agricole, de l'infrastructure rurale, des réseaux de vulgarisation, des systèmes d'alerte rapide, des cadres scientifiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de quarantaine, de la disponibilité de variétés végétales et de semences de haute qualité, de la promotion des investissements agricoles, y compris pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, et des outils de gestion des risques pour améliorer la productivité agricole et la résilience des producteurs agricoles, en particulier des petits producteurs. Les Membres reconnaissent que le soutien et les dépenses des

¹⁸ [RD/AG/119](#).

gouvernements relevant de l'annexe 2 et de l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture, et appliqués de manière compatible avec les dispositions correspondantes, pourraient être conçus de manière appropriée pour mettre en œuvre ces mesures en vue d'une productivité agricole et d'une résilience accrues des pays en développement, y compris les PMA et les PDINPA.

- ii. Les Membres reconnaissent la forte dépendance des PMA et PDINPA Membres à l'égard des marchés internationaux pour leurs besoins en matière de consommation alimentaire, ce qui met ces pays dans une position particulièrement vulnérable pour faire face aux chocs et à l'instabilité des prix mondiaux des produits alimentaires, y compris par le biais de leur transmission et de leurs retombées sur l'inflation et l'instabilité des produits alimentaires au niveau national. Le Comité de l'agriculture examinera avec bienveillance les préoccupations spécifiques et motivées exprimées par les PMA et les PDINPA en ce qui concerne leur capacité à se conformer à leurs engagements en matière de soutien interne en raison de taux d'inflation excessifs, conformément à l'article 18:4 de l'Accord sur l'agriculture. Par conséquent, si un PMA ou un PDINPA Membre ne respecte pas ses engagements en matière de soutien interne en raison des effets d'une inflation excessive, et qu'il demande un examen au titre de l'article 18:4, il lui est recommandé de prendre note de la suggestion pratique tendant à fournir¹⁹ les tableaux relatifs au soutien interne pertinents simultanément, à la fois sur une base non corrigée et sur une base corrigée en fonction de l'inflation, pour examen par le Comité conformément aux recommandations²⁰ énoncées au paragraphe 43 du document [G/AG/W/45](#).
- iii. Le Secrétariat devrait fournir une assistance technique, sur demande, aux PMA et aux PDINPA afin de faciliter leur participation plus complète à la surveillance par le Comité de la mise en œuvre de la Décision de Marrakech, y compris en ce qui concerne la présentation de leurs demandes d'assistance technique et financière dans le cadre du paragraphe 3 iii) de la Décision.
- iv. Le Comité, dans le cadre de son suivi de la mise en œuvre de la Décision de Marrakech, convient d'examiner, sur la base des communications existantes²¹ et futures des Membres, le mode de présentation NF:1 en vue d'améliorer la transparence de l'assistance technique et financière en faveur des PMA et des PDINPA.
- v. Dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce, les Membres conviennent d'examiner comment le financement de l'Aide pour le commerce pourrait être consacré à améliorer la productivité et l'infrastructure agricoles, y compris l'infrastructure réglementaire et en matière de sécurité sanitaire des aliments sur la base de données scientifiques. Dans ce contexte, les Membres conviennent de mettre davantage l'accent sur la promotion de la résilience et le renforcement de la sécurité alimentaire dans les pays en développement, en particulier les PMA et les PDINPA. Les besoins d'assistance technique et financière identifiés par les PMA et les PDINPA au titre du paragraphe 3 iii) de la Décision de Marrakech devraient éclairer cet examen au titre de l'initiative Aide pour le commerce.

3.4 Questions horizontales

- i. Dans le cadre institutionnel relatif au statut d'observateur²², le Comité se félicite de la collaboration entre les organisations internationales en vue d'une mise en œuvre

¹⁹ Il est reconnu que le document [G/AG/2](#) ne contient pas d'instructions ou lignes directrices spécifiques pour la présentation de tableaux concernant le soutien interne comportant des chiffres ajustés et non ajustés en fonction de l'inflation. Un PMA ou PDINPA visé au titre de ce paragraphe bénéficiera d'une certaine flexibilité et pourra choisir comment présenter les renseignements dans sa notification annuelle sous la forme du tableau DS:1.

²⁰ Paragraphe 14 du document [G/AG/R/20](#).

²¹ [RD/AG/119](#).

²² L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), le Conseil international des céréales (CIC), l'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Le Comité peut convenir d'inviter d'autres organisations

efficace de la Décision de Marrakech et d'une réponse rapide et coordonnée à l'insécurité alimentaire, tout en reconnaissant les mandats, les rôles et les valeurs ajoutées de chacune d'entre elles. Des efforts spécifiques devraient également être déployés pour renforcer la collaboration avec les institutions financières internationales et régionales dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision de Marrakech.

- ii. Le Comité se félicite de la collaboration entre le Secrétariat de l'OMC et d'autres organisations internationales compétentes, y compris les partenaires de l'AMIS, visant à améliorer les informations sur le marché et la transparence en ce qui concerne les principaux produits alimentaires et intrants agricoles, afin d'éclairer la réponse stratégique des gouvernements en matière de sécurité alimentaire. Le Comité invite le Secrétariat de l'AMIS à étudier les moyens de renforcer les liens avec les institutions de coopération économique régionale afin de recueillir en temps utile des données fiables sur les marchés des produits alimentaires, d'analyser et de diffuser ces informations et de transmettre des alertes rapides à la communauté internationale.

internationales compétentes, telles que le Fonds international de développement agricole (FIDA), à participer à ses délibérations, le cas échéant.

ANNEXE 1

CHRONOLOGIE DES DISCUSSIONS ET PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL		
Dates	Réunions/consultations	Actions/progrès réalisés
17 juin 2022	Douzième session de la Conférence ministérielle (CM12)	Adoption de la Déclaration sur l'insécurité alimentaire (WT/MIN(22)/28-WT/L/1139); le paragraphe 8 de la Déclaration prévoit l'établissement d'un Programme de travail spécifique dans le cadre du Comité de l'agriculture.
Juin-juillet 2022	Réunion informelle du Comité de l'agriculture (27 juin) Réunion formelle du Comité de l'agriculture (27-28 juin) Consultations du Président (juillet)	Convergence entre les Membres sur le fait de traiter la question au titre d'un point permanent de l'ordre du jour intitulé "Mise en œuvre des résultats des Conférences ministérielles" de la session ordinaire du Comité de l'agriculture.
Septembre 2022	Réunion informelle du Comité de l'agriculture (14 septembre) Réunion formelle du Comité de l'agriculture (14-15 septembre)	<ul style="list-style-type: none"> - Programme de travail examiné au titre du point de l'ordre de jour intitulé "Mise en œuvre des résultats des Conférences ministérielles". - Présentation de communications écrites par le Paraguay (G/AG/W/223) et l'Égypte (G/AG/W/224). - Il a été demandé au Secrétariat d'établir une compilation des flexibilités accordées aux PMA et aux PDINPA dans le secteur de l'agriculture.
Octobre 2022	Réunion informelle du Comité de l'agriculture (11 et 27 octobre)	<ul style="list-style-type: none"> - Les Membres sont convenus que le Programme de travail serait élaboré d'une manière ouverte et flexible permettant à tout Membre intéressé de contribuer; que les organisations internationales compétentes pourraient être invitées à alimenter le débat; et que des ateliers techniques sur des thèmes spécifiques pourraient être organisés. - Le Secrétariat a présenté la note d'information sur le "Traitement des PMA et des PDINPA au titre des règles de l'OMC relatives à l'agriculture" dans le document RD/AG/94 daté du 4 octobre 2022. - Le Chili, en collaboration avec le Secrétariat et d'autres délégations, a organisé un atelier technique sur les engrais le 11 octobre 2022. - Présentation d'une communication écrite par le Groupe des PMA dans le document G/AG/W/225 daté du 26 octobre 2022.
Novembre 2022	Consultations du Président (14 novembre) Réunion informelle du Comité de l'agriculture (21 novembre) Réunion formelle du Comité de l'agriculture (21-22 novembre)	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation du nouveau guichet "Chocs alimentaires" par le FMI le 22 novembre. - Approbation du projet révisé de plan thématique et de méthodes de travail figurant dans le document RD/AG/97; version approuvée publiée dans le document G/AG/35 daté du 23 novembre 2022.
Décembre 2022	1 ^{ère} réunion du Groupe de travail, 7 décembre 2022	<ul style="list-style-type: none"> - Note du Secrétariat note sur les discussions et les progrès réalisés (RD/AG/100). - Note révisée du Secrétariat sur les flexibilités dont disposent les PMA et les PDINPA (G/AG/W/227). - Élaboration du premier questionnaire sur les difficultés rencontrées par les PMA et les PDINPA dans la mise en œuvre et l'utilisation des flexibilités existantes (G/AG/GEN/214); les Membres sont invités à répondre pour le 3 février 2023.

CHRONOLOGIE DES DISCUSSIONS ET PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL		
Dates	Réunions/ consultations	Actions/progrès réalisés
Février-mars 2023	Atelier sur le financement – 28 février 2023 2 ^{ème} réunion du Groupe de travail, 1 ^{er} mars 2023 Réunion formelle du Comité de l'agriculture (27-28 mars)	<ul style="list-style-type: none"> - Publication du programme de l'atelier dans le document G/AG/GEN/216; présentations disponibles ici. - Distribution par le Secrétariat d'une compilation des réponses des Membres au questionnaire dans le document RD/AG/103; présentation par le Secrétariat de la compilation dans le document RD/AG/104. - Création par le Secrétariat d'une page Web consacrée au paragraphe 8 du Programme de travail contenant des documents pertinents et d'autres renseignements utiles.
Avril 2023	Atelier sur la résilience dans l'agriculture et la production, 12 avril 3 ^{ème} réunion du Groupe de travail, 17 avril	<ul style="list-style-type: none"> - Publication du programme de l'atelier sur la productivité dans le document G/AG/GEN/219; présentations disponibles ici. - Ordre du jour de la 3^{ème} réunion du Groupe de travail dans le document ICN/AG/1. - Déclaration de Sri Lanka sur le financement des importations de produits agricoles dans le document RD/AG/107. - Points de discussion du coordonnateur du Groupe de travail sur l'atelier sur le financement dans le document RD/AG/105. - Discussion sur le financement des exportations et des importations et le traitement de l'aide alimentaire internationale par les douanes; la présentation du Secrétariat figure dans le document RD/AG/106.
June 2023	Session d'experts sur le financement des importations, 6 juin 4 ^{ème} réunion du Groupe de travail, 8 juin Réunion formelle du Comité de l'agriculture (27-28 juin)	<ul style="list-style-type: none"> - Ordre du jour de la 4^{ème} réunion du Groupe de travail dans le document ICN/AG/3. - Publication du programme de la session d'experts dans le document ICN/AG/4; présentations disponibles ici. - Le Secrétariat a présenté le lancement récent du portail de données de l'OMC sur les expéditions de céréales
Juillet 2023	5 ^{ème} réunion du Groupe de travail; Atelier intitulé "Développement de semences de céréales à haut rendement et revitalisation de la révolution verte", 19 juillet	<ul style="list-style-type: none"> - Publication du rapport du Coordonnateur dans le document RD/AG/113 daté du 3 juillet 2023. Publié par la suite dans la série de documents G/AG/ sous la cote G/AG/W/240. - Ordre du jour de la 5^{ème} réunion du Groupe de travail dans le document ICN/AG/6. - Communications écrites respectivement présentées par l'Égypte et le Groupe ACP dans les documents RD/AG/114 et RD/AG/115. - Les présentations faites lors de l'atelier du 19 juillet sont disponibles ici.
Septembre 2023	6 ^{ème} réunion du Groupe de travail, 21 septembre;	Ordre du jour de la 6 ^{ème} réunion du Groupe de travail dans le document ICN/AG/7 .
Octobre 2023	7 ^{ème} réunion du Groupe de travail, 31 octobre	<ul style="list-style-type: none"> - Communication de l'Égypte sur les améliorations en matière de transparence dans le document RD/AG/119. - Publication du rapport révisé du Coordonnateur dans le document RD/AG/120. - Ordre du jour de la 7^{ème} réunion du Groupe de travail dans le document ICN/AG/9.
Novembre 2023	8 ^{ème} réunion du Groupe de travail, 13 novembre, reconvoquée le 20 novembre	<ul style="list-style-type: none"> - Ordre du jour de la 8^{ème} réunion du Groupe de travail reproduit dans le document ICN/AG/10 - Publication du rapport révisé du Coordonnateur sous la cote RD/AG/120/Rev.1 et RD/AG/120/Rev.2. - Conclusion du Groupe de travail.

CHRONOLOGIE DES DISCUSSIONS ET PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL		
Dates	Réunions/ consultations	Actions/progrès réalisés
	Réunions informelle et formelle du Comité de l'agriculture (27-29 novembre)	Absence de consensus total car un Membre a soulevé des préoccupations concernant certains éléments du projet de rapport du Coordonnateur. Le Président s'est dit prêt à convoquer une réunion extraordinaire du Comité pour finaliser le rapport et les recommandations lorsqu'il y aurait un consensus entre les Membres pour le faire.
17 avril 2024	Réunion extraordinaire du Comité de l'agriculture	Finalisation du rapport sur le programme de travail